

**ACTE D'ENGAGEMENT
ET
CAHIER DES CLAUSES
ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES
(AE_CCAP)**

**FOURNITURE DE LIAISONS PERMANENTES ENTRE
LES DIFFÉRENTS SITES DE MÉTÉO-FRANCE EN
MÉTROPOLE ET DANS LES DROM**

ACCORD-CADRE N° 2532F0161

Vos interlocuteurs Météo-France :
**Direction des Achats Publics
Département des Achats Techniques, Réseaux et
Logistiques
42, avenue Gaspard Coriolis
31057 Toulouse Cedex 01**

Table des matières

Engagement.....	4
Cahier des clauses administratives particulières valant acte d'engagement.....	5
1. Objet du marché public.....	5
2. Forme du marché public et procédure de passation.....	5
3. Durée du marché public.....	5
4. Montant du marché public.....	5
5. Documents contractuels.....	5
6. Responsables désignés pour l'exécution des prestations.....	6
7. Notification des informations et des décisions.....	6
8. Description des besoins.....	7
9. Modalités d'exécution.....	7
9.1. Les Bons de Commandes.....	7
9.2. Les marchés subséquents.....	7
9.2.1. Passation des marchés subséquents.....	7
9.2.2. Consultation sans suite.....	8
9.2.3. Délai d'exécution des marchés subséquents.....	8
10. Conditions d'exécution.....	8
10.1. Réunion de lancement.....	8
10.2. Phase de migration.....	8
10.3. Procédure d'exploitation en cours d'exécution de l'accord-cadre.....	9
10.3.1. Mise en service de nouvelles liaisons.....	9
10.3.2. Procédure de modification d'une liaison.....	10
10.3.3. Procédure de suppression d'une liaison ou d'une prestation.....	10
10.4. Evolution du réseau.....	10
10.4.1. Garantie de temps de rétablissement, type de maintenance et procédure d'escalade.....	11
10.4.2. Garantie de temps de rétablissement.....	11
10.4.3. Procédure d'escalade	11
10.4.4. Maintenance préventive effectuée par le titulaire.....	11
10.5. Disponibilité.....	11
10.6. Suivi de l'accord-cadre.....	11
10.6.1. Suivi de la période de recouvrement.....	11
10.6.2. Le comité de pilotage.....	11
10.6.3. Tableaux de bord.....	12
10.6.4. Audit Qualité.....	12
10.6.5. Contraintes à respecter à la fin de l'accord-cadre.....	12
11. Opérations de vérifications et de réceptions.....	12
11.1. Vérification d'aptitude.....	13
11.2. Vérification de service régulier.....	13
11.3. Décision après vérification du service régulier (VSR).....	13
12. Obligations du titulaire.....	13
12.1. Assurance.....	13
12.2. Confidentialité et mesures de sécurité.....	14
12.3. Accès aux locaux.....	14
12.4. Information et Conseil.....	14
12.5. Clause environnementale.....	14
13. Établissement des prix.....	15
13.1. Prix de l'accord-cadre.....	15
13.2. Révision des prix.....	15
14. Pénalités.....	16
14.1. Modalités d'application des pénalités.....	16
14.2. Pénalité pour retard de la fin de la période de recouvrement.....	16
14.3. Pénalité pour retard de mise en service de la liaison.....	16
14.4. Pénalités pour retard de modification et suppression de liaison.....	16
14.5. Pénalité pour interruption de service ou dégradation de la qualité d'une liaison.....	17

14.6. Pénalité pour interruption totale de service sur un site disposant de deux liaisons.....	18
14.7. Pénalité pour retard de production de retour d'expérience (Retex) sur dysfonctionnement.....	18
15. Paiements.....	18
15.1. Avance.....	18
15.2. Modalités de paiement.....	19
15.3. Établissement des factures.....	19
15.4. Délai de paiement et intérêts moratoires.....	20
16. Cession ou nantissement des créances.....	20
17. Protection des données personnelles.....	20
17.1. Champ d'application.....	20
17.2. Durée de conservation des données.....	21
17.3. Obligations du titulaire.....	21
17.4. Mesures de sécurité.....	21
17.5. Sous-traitance.....	21
17.6. Droit d'information des personnes concernées.....	22
17.7. Notification des violations de données à caractère personnel.....	22
17.8. Assistance.....	22
17.9. Registre des catégories d'activités de traitement.....	22
17.10. Documentation.....	22
18. Pièces et attestations à fournir.....	22
18.1. Dispositif de vigilance (article D. 8222-5 du code du travail).....	22
18.2. Dispositif d'alerte (article L. 8222-6 du code du travail).....	23
18.3. Liste nominative du personnel étranger.....	23
18.4. Obligations en matière de détachement des travailleurs.....	23
19. Résiliation.....	23
20. Litiges et attribution de juridiction.....	24
21. Dérogations.....	24
22. Signatures.....	24

Engagement

Entre d'une part,

Le pouvoir adjudicateur : l'établissement public administratif **MÉTÉO-FRANCE**,

Situé 73 avenue de Paris – 94165 Saint-Mandé Cedex

(Téléphone : 01.77.94.77.94 – Télécopie : 01.77.94.70.05)

représenté par la **Présidente Directrice Générale** ou son représentant par délégation sis, 42 avenue Gaspard Coriolis – 31057 Toulouse Cedex 1

ci-après dénommé « **Météo-France** »,

et d'autre part,

L'ENTREPRISE :

Adresse du siège social :

SIRET :

Domiciliation bancaire :

Code Banque	Code Guichet	N° de Compte	Clé RIB	Domiciliation bancaire
IBAN (International Bank Account Number)			BIC (Bank Identifier Code)	

Représentée par :

agissant au nom et pour le compte de ladite société en qualité de :

☐ Représentant légal de l'entreprise.

☐ Ayant reçu pouvoir du représentant légal de l'entreprise.

Déclarant : ☐ Renoncer au bénéfice de l'avance.

☐ Ne pas renoncer au bénéfice de l'avance

Si aucune des deux cases n'est cochée, cela vaut acceptation du bénéfice de l'avance

Les prestations réalisées dans le cadre du présent marché sont exécutées :

☐ par le siège.

☐ par l'établissement suivant :

Nom :

Adresse :

Numéro unique d'identification SIRET :

ci-après dénommée « **Le Titulaire** »,

Il est convenu ce qui suit :

Cahier des clauses administratives particulières valant acte d'engagement

1. OBJET DU MARCHÉ PUBLIC

Le présent marché a pour objet la **fourniture de liaisons permanentes assurant la communication entre les différents sites de Météo-France en métropole et dans les DROM.**

2. FORME DU MARCHÉ PUBLIC ET PROCÉDURE DE PASSATION

Ce marché public est établi en application du code de la commande publique.

Le marché public est passé sous la forme d'un accord-cadre mono attributaire à bons de commande et à marchés subséquents en application des articles R. 2162-1 à R. 2162-14 du code de la commande publique.

Les bons de commandes et marchés subséquents peuvent être passés durant la période de validité de l'accord-cadre sans que leur durée d'exécution ne dépasse de plus de six mois la date de fin de validité de l'accord-cadre.

3. DURÉE DU MARCHÉ PUBLIC

Le marché public objet de la présente consultation est conclu à compter de la notification **pour une durée de trois (3) ans et une reconduction tacite d'un an.**

La reconduction est considérée comme acceptée si aucune décision écrite contraire n'est prise par le pouvoir adjudicateur au moins un mois avant la fin de l'accord cadre.

Dans l'hypothèse où le titulaire du présent accord-cadre n'est pas le précédent attributaire, une période de migration permettant la mise en place opérationnelle du service est nécessaire avant le démarrage des prestations afin de conserver la pérennité des liaisons.

4. MONTANT DU MARCHÉ PUBLIC

L'accord-cadre est passé sans montant minimum mais le montant maximum sur sa durée de validité est fixé à neuf millions (9 000 000) d'euros hors taxes.

5. DOCUMENTS CONTRACTUELS

L'accord-cadre est constitué par les documents contractuels suivants, énumérés par ordre de priorité décroissante :

1. le présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP) n° 2532F0161, dûment complété et signé et son annexe financière n° 2532F0161 dont l'exemplaire original détenu par Météo-France fait seul foi ;
2. le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) 2532F0161 dont l'exemplaire original détenu par Météo-France fait seul foi ;
3. le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de techniques de l'information et de la communication (CCAG/TIC) approuvé par arrêté du 30 mars 2021. Il peut être consulté depuis le site internet <https://www.economie.gouv.fr/daj/cahiers-clauses-administratives-generales-et-techniques> ;
4. le mémoire technique du titulaire, qui s'applique en tout ce qui ne serait pas contraire aux stipulations définies dans les documents ci-dessus, lesquelles prévalent en cas de contestation.

Toute clause figurant aux conditions générales du titulaire, sur ses tarifs ou au dos de ses factures qui serait contraire aux documents indiqués ci-dessus est réputée non écrite.

6. RESPONSABLES DÉSIGNÉS POUR L'EXÉCUTION DES PRESTATIONS

L'ordonnateur des dépenses de la Direction des Systèmes de l'Information est la Présidente-directrice générale de Météo-France. Ses coordonnées sont :

Météo-France
Direction générale
73, avenue de Paris
94165 Saint-Mandé Cedex

La personne responsable du suivi d'exécution du présent marché public est le directeur des systèmes de l'information ou son représentant. Il est l'interlocuteur du titulaire pour la réalisation des prestations faisant l'objet du présent marché. Ses coordonnées sont :

Météo-France
Direction des Systèmes d'Information
42 avenue Gaspard Coriolis
31057 Toulouse cedex

Le correspondant technique de Météo France est désigné après la notification de l'accord-cadre. Une liste d'interlocuteurs techniques de Météo-France pour cet accord-cadre, ainsi que leurs coordonnées, est également fournie au titulaire. Ces interlocuteurs sont habilités à contacter le service client.

La personne responsable pour fournir les renseignements prévus aux articles R. 2191-60 et R. 2191-61 du code de la commande publique est le directeur financier de Météo-France ou son représentant. Ses coordonnées sont :

Météo-France
Direction financière
73, avenue de Paris
94165 Saint-Mandé Cedex

Le comptable assignataire des dépenses est l'agent comptable secondaire de Toulouse. Ses coordonnées sont :

Météo-France
42 avenue Gaspard Coriolis
31057 Toulouse cedex

Le titulaire indique au plus tard à la notification de l'accord-cadre :

- un contact qui est l'interlocuteur privilégié de Météo-France pour tout ce qui concerne l'ensemble des aspects techniques et contractuels ;
- le nom et les coordonnées de son délégué à la protection des données, s'il en a désigné un conformément à l'article 37 du règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016, relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données ;
- un interlocuteur unique ou une équipe restreinte d'interlocuteurs identifiés et spécialisés sur un domaine précis (facturation, réseau data...) conformément à l'article 4.7.2 « Guichet unique » mentionné ci-dessus ;
- l'adresse courriel du responsable du suivi des documents que le titulaire doit transmettre à <https://www.e-attestations.com> (Cf. article 18 du présent cahier des clauses administratives particulières).

Les délais de trente jours prévus par l'article 3.4.3 et par le o) de l'article 50.1 du CCAG/TIC sont ramenés à huit jours.

7. NOTIFICATION DES INFORMATIONS ET DES DÉCISIONS

La notification au titulaire des informations et décisions prises par Météo-France pour l'exécution du présent marché public peut être réalisée par courriel. Le destinataire accuse réception des courriels adressés par Météo-France en précisant la date et l'heure de leur réception. Cette date et cette heure font courir les délais applicables prévus par le marché public. En l'absence de réception par Météo-France d'un accusé de réception dans un délai de huit jours à compter de leur envoi au titulaire, les informations et décisions adressées par courriel sont réputées réceptionnées par le titulaire et notifiées à la date et à l'heure de leur envoi.

8. DESCRIPTION DES BESOINS

Les besoins sont exprimés dans le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) n° 2532F0161.

9. MODALITÉS D'EXÉCUTION

Les prestations sont exécutées dans les conditions définies au cahier des clauses techniques particulières (CCTP) n° 2532F0161 et selon l'offre technique détaillée.

Les fournitures et prestations faisant l'objet du présent accord-cadre doivent être conformes à la réglementation en vigueur et aux normes européennes ou françaises homologuées.

9.1. Les Bons de Commandes

Toute prestation (*abonnement, mise en service d'une liaison, modification de débit ou de caractéristiques...*) fait l'objet d'un bon de commande daté et numéroté établi par le directeur de la DSI au fur et à mesure de ses besoins.

Pour chacun des lots, les bons de commande sont établis au fur à mesure des besoins de Météo-France pendant toute la durée du marché. Les bons de commandes sont adressés au titulaire et précisent le détail des fournitures commandées, sur la base du tarif indiqué sur l'annexe financière.

Un bon de commande initial est émis par la direction des systèmes d'information (DSI) à la notification du présent accord-cadre. Ce bon de commande décrit notamment les différentes prestations souhaitées permettant l'installation des liaisons permanentes.

Les bons de commandes datés et numérotés comportent le cas échéant :

- la référence de l'accord-cadre : n° 2532F0161 ;
- le numéro de référence de la commande et sa date d'émission ;
- la nature de la prestation commandée avec tout renseignement utile (débit, caractéristiques fonctionnelles...) ;
- les prix unitaires et totaux des fournitures et prestations commandées ;
- l'adresse et le lieu de livraison ainsi que les coordonnées de la personne à contacter pour la livraison ;
- l'adresse de facturation.

Les délais débutent à compter de la date de réception de la notification du bon de commande au titulaire.

La durée d'exécution de chaque bon de commande ne saurait excéder de plus de six mois la durée de validité de l'accord-cadre.

Compte tenu des possibilités d'évolution de son organisation, Météo-France veut pouvoir ajuster, tant en extension qu'en diminution, le périmètre couvert dans le cadre du présent accord-cadre.

La notification du marché vaut passation de la liaison permanente assurant la communication entre les sites de Météo-France dans les DROM et la métropole, dont le débit est précisé à ce moment-là.

Pour un site et un type de service donnés, la période minimale de service contractuel ainsi que la durée du préavis nécessaire pour la mise en service de ce site ou service sont précisées par le titulaire dans son offre.

9.2. Les marchés subséquents

9.2.1. Passation des marchés subséquents

Les marchés subséquents sont passés lors de la survenance du besoin et portent sur des besoins qui ne peuvent pas être commandés par bons de commande, **tel que la migration des liaisons sur support en cuivre vers une technologie alternative comme décrite au chapitre 4 du CCTP n° 2532F0161.**

Les marchés subséquents attribués sur le fondement du présent accord-cadre ne font pas l'objet d'une remise en concurrence préalable.

A la survenance du besoin, le pouvoir adjudicateur invite le titulaire de l'accord-cadre par courrier électronique ou tout autre moyen permettant de déterminer la date certaine de réception à compléter son offre initiale sur la base d'un projet de marché fondé sur les éléments du présent accord-cadre. Le pouvoir adjudicateur fixe un délai maximal de réception de l'offre que le titulaire de l'accord-cadre s'engage à respecter.

Météo-France s'engage à fixer un délai maximal de réception de l'offre d'au moins quinze jours.

Le titulaire de l'accord-cadre est tenu de proposer une offre respectant les termes du présent accord-cadre. **Le titulaire s'engage donc pour la durée de validité de l'accord-cadre et des marchés passés sur son fondement à être en mesure de fournir l'ensemble des prestations objet du présent accord.**

Le titulaire remet une offre fondée sur les éléments initiaux du présent accord-cadre. Néanmoins, dans le cas d'éventuelles modifications au cahier des clauses techniques particulières ou au bordereau des prix, des prix complémentaires peuvent être demandés.

Les marchés ainsi conclus sont notifiés dans les conditions fixées aux articles R. 2182-4 et R. 2182-5 du code de la commande publique.

9.2.2. Consultation sans suite

Météo-France se réserve le droit de ne pas donner suite à une consultation en cas d'offres insatisfaisantes et dans ce cas, le titulaire ne peut prétendre à aucune indemnité.

9.2.3. Délai d'exécution des marchés subséquents

Les marchés subséquents prennent effet à compter de leur date de notification pour une période couvrant la réception des prestations objet du marché subséquent. La durée maximale de chaque marché subséquent est fixée lors de la passation de ce dernier.

10. CONDITIONS D'EXÉCUTION

10.1. Réunion de lancement

Dans les jours qui suivent la notification, une réunion de lancement est organisée avec le titulaire afin de rappeler les points suivants :

- lecture en commun des différents documents du marché,
- modalités de mise en œuvre (période de migration, suivi de l'accord-cadre, ROC, comité de pilotage, outils de suivis...) ;
- coordonnées des personnes désignées du titulaire et de Météo-France ;
- arrêter, après modification potentielle, définitivement et d'un commun accord la terminologie de l'annexe financière pour la mettre en adéquation avec la plateforme de commande du titulaire. Cette terminologie s'applique sur la durée d'exécution de l'accord-cadre et n'est plus modifiée.

En cours d'exécution, toute modification (intervenants...) est portée à l'approbation de Météo-France.

10.2. Phase de migration

Dans l'hypothèse où le titulaire du présent accord-cadre n'est pas le précédent attributaire, une période transitoire d'environ six (6) mois est prévue pour la migration progressive des liaisons permettant la construction du nouveau réseau. Toutes les liaisons sont déployées et le trafic basculé vers ces liaisons au plus tard le 30 juin 2026.

Un comité de projet de déploiement assure le suivi de la construction du nouveau réseau ; il est le lieu privilégié d'échange des informations nécessaires à la réalisation du déploiement. Il définit les liaisons à déployer de manière progressive et valide la mise en service des liaisons par paquets. A périodicité régulière définie par les parties, le titulaire fait état d'avancement de cette phase de migration. Toute difficulté du titulaire de déploiement de liaisons doit être portée à la connaissance du pouvoir adjudicateur sans délai.

Météo-France attend du titulaire une grande réactivité. Les délais de rédaction et d'approbation des procès-verbaux sont réduits à trois jours ouvrés dans la phase initiale de déploiement du projet.

Météo-France doit assurer la continuité de service, aussi les liaisons entre les sites ne peuvent pas être interrompues.

Le démarrage des prestations débute lorsque les liaisons de Toulouse Météopole et d'un minimum de quinze (15) sites sont mises à disposition. A ce moment-là, Météo-France migre le trafic entre Toulouse et les quinze (15) sites concernés (minimum) vers le nouveau réseau. Météo-France assure le routage entre le nouveau et l'ancien réseau à Toulouse. Ainsi, la connectivité «any to any » est conservée. Ensuite, et à chaque livraison de nouvelle liaison, le trafic est migré vers cette nouvelle liaison dans un délai de quinze (15) jours. Météo-France établit un procès verbal pour les liaisons dont la migration est achevée. Ce procès-verbal vaut mise en service des liaisons des sites concernés et permet le déclenchement des paiements des prestations pour les sites concernés.

La période de migration prend fin le **30 juin 2026** ou, à défaut, à la date arrêtée en commun par les parties. Météo-France établit un procès verbal de fin de déploiement, elle correspond à la mise en service de toutes les liaisons.

La défaillance du titulaire au déploiement des liaisons est une faute grave du titulaire. Météo-France applique les pénalités définies à l'article 14.2 du présent document et peut procéder au maintien des liaisons par un tiers aux frais et risques du titulaire.

10.3. Procédure d'exploitation en cours d'exécution de l'accord-cadre

Météo-France attend une réactivité importante en termes de délais d'exécution ainsi qu'une adaptabilité en termes d'offres vis-à-vis des besoins spécifiques exprimés.

Il s'agit de prendre en compte les demandes qui tendent à modifier l'architecture :

- liaisons nouvelles sur des sites existants ou raccordements de nouveaux sites ;
- changements de caractéristiques de liaisons ;
- résiliations de liaisons.

10.3.1. Mise en service de nouvelles liaisons

A partir de la date de notification du bon de commande, le titulaire dispose d'un délai **trois mois** maximum pour la mise à disposition initiale. Il prévient Météo-France dans les plus brefs délais pour l'avertir s'il est capable de réaliser la prestation conformément à la date de disponibilité souhaitée pour la connexion.

Les liaisons fournies au titre du service sont dédiées, elles sont séparées de celles des autres clients du titulaire partageant la même infrastructure. Le titulaire apporte toute garantie concernant la confidentialité des échanges, l'intégrité du réseau et la non-intrusion de tiers sur le réseau de Météo-France.

Les frais supplémentaires occasionnés par le passage sur le nouveau réseau ne doivent pas être supportés par Météo-France, que ce soit des frais de télécommunications supplémentaires le temps de la bascule, l'utilisation de matériels supplémentaires (routeurs...) ou autres, pendant la coexistence de l'ancien réseau et du nouveau.

Le titulaire aménage l'établissement de la liaison entre la tête d'arrivée des câbles dans les locaux de Météo-France et ses propres équipements constitutifs de son réseau, ainsi que les travaux de génie civil importants attachés à la mise à disposition des services. Météo-France met à la disposition du titulaire les emplacements suffisants et aménagés pour recevoir l'ensemble des équipements à la charge du titulaire.

Certains travaux peuvent faire l'objet d'interventions en dehors des heures ouvrables.

Le suivi de la livraison de la liaison doit être assuré par un interlocuteur unique du titulaire, qui est en contact avec l'interlocuteur technique de Météo-France et se déroule selon les modalités décrites au CCTP.

En cas d'impossibilité pour le titulaire de respecter les délais contractuels, celui-ci doit signaler à Météo-France par courrier recommandé avec accusé de réception, la date effective de mise à disposition qu'il envisage. Cette communication vaut demande de report de délais. Météo-France se prononce au regard des justifications présentées. En cas de décision favorable, un nouveau délai contractuel est imposé. Dans le cas contraire, il est fait application des pénalités définies à l'article 14.3 du présent document.

L'équipement logeant les terminaisons de la tête d'arrivée des câbles est fourni, installé et entretenu par le titulaire.

Le raccordement entre les terminaisons de l'opérateur et les équipements de Météo-France est à la charge de Météo-France.

10.3.2. Procédure de modification d'une liaison

Cette procédure s'applique lorsque Météo-France effectue une des demandes suivantes, par écrit :

- Modification d'une interface
- Déplacement d'une localisation
- Changement de catégorie de service
- Modification de débit
- Autre modification effectuée à la demande de Météo-France

La modification d'une liaison fait l'objet d'un bon de commande, dans lequel Météo-France mentionne en plus des renseignements demandés à l'article 9.1 du présent document, le numéro de la liaison concernée ainsi que les modifications qui doivent être effectuées.

La modification doit être réalisée **dans un délai de quatre semaines maximum** à partir de la date de réception du bon de commande. En cas de changement de support physique ou de changement de la localisation d'un site, le délai est porté à **douze semaines**, selon les modalités de l'article 3.6.1 du CCTP n° 2532F0161.

10.3.3. Procédure de suppression d'une liaison ou d'une prestation

9.3.3.1 A la demande de Météo-France

Météo-France effectue une demande de résiliation de liaisons par un ordre de service auprès du titulaire en indiquant la (ou les) liaison(s) concernée(s) ainsi que les dates à partir desquelles elle souhaite que la résiliation prenne effet.

La prise d'effet de l'ordre de service est immédiate, dès la réception de celui-ci, ou à la date demandée si celle-ci est précisée. Le titulaire s'engage à débarrasser ses équipements dans un délai d'un mois après la date de réception de l'ordre de service ; en cas de fermeture d'un centre météorologique, Météo-France se réserve la possibilité de réduire ce délai à dix jours, en le mentionnant explicitement sur l'ordre de service. Au-delà de ce délai, Météo-France peut réexpédier les équipements aux frais et risques du titulaire, sans mise en demeure préalable. Météo-France adresse au titulaire une facture correspondant aux frais engagés pour l'expédition des équipements.

9.3.3.2 A la demande du titulaire

Le titulaire effectue une demande de résiliation par écrit auprès de Météo-France, dans laquelle il mentionne explicitement la (ou les) liaison(s) concernée(s), **les raisons qui motivent cette résiliation** ainsi que les dates à partir desquelles il souhaite que la résiliation prenne effet. Il peut s'agir du service complet ou d'une partie du service.

Le titulaire doit proposer une alternative à la résiliation qu'il a déclenchée afin que le service rendu à Météo-France soit au moins aussi bon en termes de performances et en vue d'assurer une parfaite transparence vis-à-vis des utilisateurs finaux. Cette alternative est proposée à un prix identique ou inférieur. En cas d'absence de solution alternative, le titulaire doit maintenir la ou les liaisons concernées le temps nécessaire à la conclusion d'un accord définitif. Le titulaire s'engage à débarrasser ses équipements dans un délai d'un mois après la date de réception du bon de commande. Au-delà de ce délai, Météo-France les réexpédie au titulaire, aux frais du titulaire.

10.4. Evolution du réseau

Les demandes de modification mineure, sans implication financière (changement de routage...) sont formulées préférentiellement par courriel ou à défaut par ordre de service. En cas de demande urgente, le titulaire doit réaliser cette demande de modification le plus rapidement possible en se conformant aux modalités mentionnées au 3.6.1 du CCTP n° 2532F0161.

En cas de demande non urgente, ce qui est la grande majorité des cas, le titulaire dispose **d'un délai de cinq jours ouvrés pour réaliser la demande de modification**. Ce délai débute à partir de la date de réception de la demande. Si une demande de prestation de ce type est faite en urgence, le titulaire précise si cela donne lieu à facturation.

10.4.1. Garantie de temps de rétablissement, type de maintenance et procédure d'escalade

10.4.2. Garantie de temps de rétablissement

Météo-France doit disposer, à tout moment, de la faculté de joindre le titulaire dans les conditions fixées à l'article 3.4.3 du CCTP n° 2532F0161 pour lui signaler tout dysfonctionnement.

Le titulaire doit être en mesure dans les délais prescrits de traiter ces incidents afin de rétablir le bon fonctionnement des liaisons **dans un délai de quatre (4) heures maximum 7j/7 (S1) ou dans un délai de quatre (4) heures du lundi au samedi de 8 heures à 18 heures (S2).**

10.4.3. Procédure d'escalade

La procédure d'escalade, dont les caractéristiques techniques sont décrites au 3.4.4 du CCTP n° 2532F0161 peut être déclenchée sur l'initiative de Météo-France en cas de manque de réactivité pour résoudre un incident. Cette procédure est utilisée dès que la garantie de temps de rétablissement n'est pas respectée ou que l'incident a un caractère critique (situation météorologique critique par exemple). **Elle doit pouvoir être mise en œuvre 24 heures sur 24 et 7j/7.**

A l'issue de chaque incident (coupure ou dégradation du service), le titulaire envoie un compte-rendu d'incident dans lequel il décrit la nature du problème rencontré et les moyens mis en œuvre pour remettre en état de fonctionnement nominal la liaison. Si l'incident présente un caractère chronique, le titulaire décrit les moyens mis en place pour éviter le renouvellement d'un incident de même type.

10.4.4. Maintenance préventive effectuée par le titulaire

Dans le cas où le titulaire doit effectuer une maintenance préventive, il doit respecter les conditions décrites au 3.4.1 du CCTP n° 2532F0161.

10.5. Disponibilité

Le titulaire doit assurer le taux de disponibilité des liaisons écrit à l'article 3.3.2 du CCTP n° 2532F0161.

10.6. Suivi de l'accord-cadre

10.6.1. Suivi de la période de recouvrement

Le comité de projet de déploiement est le lieu privilégié d'échange des informations nécessaires à la réalisation du déploiement.

Météo-France attend du titulaire une grande réactivité. **Les délais de rédaction et d'approbation des procès-verbaux sont réduits à trois jours ouvrés dans la phase initiale de déploiement du projet.**

10.6.2. Le comité de pilotage

Le comité de pilotage veille au bon déroulement du projet. Il est composé du chef de projet désigné par Météo-France (assisté s'il le souhaite d'un comité d'experts) ainsi que du chef de projet du titulaire assisté des personnes de son choix.

Le comité de pilotage se réunit selon une périodicité à convenir entre les parties ainsi qu'à l'initiative de l'une ou de l'autre à chaque fois que cela est nécessaire. Il est présidé par le chef de projet désigné par Météo-France, la présence de ce dernier étant obligatoire.

Ce comité a pour objet d'échanger des informations nécessaires, de suivre l'état d'avancement du projet et de contrôler le respect des délais. Au cours de l'accord-cadre, Météo-France souhaite que ce comité de pilotage prenne, une fois par semestre, la forme d'une revue d'exploitation au cours de laquelle le titulaire présente le compte rendu de son exploitation.

Chaque procès-verbal de réunion est rédigé par le titulaire **dans un délai de quinze (15) jours** et soumis à l'approbation du chef de projet. A défaut de remarques formulées par le chef de projet dans un délai de quinze jours, le procès-verbal est considéré comme approuvé.

Chaque procès-verbal de réunion comporte au moins :

- les décisions prises au cours de la réunion ;
- une analyse des anomalies (description de l'anomalie, sa répercussion sur le fonctionnement du système, l'état courant dans le processus de maintenance, la *solution envisagée*, *une estimation des efforts nécessaires pour la correction...*) :

- les solutions apportées depuis la réunion précédente.

10.6.3. Tableaux de bord

Météo-France souhaite disposer à fréquence régulière et **au moins tous les trimestres**, de tableaux de bord de qualité de service et de suivi des prestations. Le titulaire est invité à en décrire la périodicité, le contenu et en présenter les conditions financières.

Le tableau de bord doit traiter *a minima* des points suivants :

- la configuration du réseau (*capacités déployées*), les trafics traités et leur évolution historique ;
- la qualité de service (*taux de disponibilité des liaisons et du service, historique des incidents, causes, délai de résolution...*).

Le contenu de ces tableaux de bord est présenté par le titulaire à Météo-France à l'occasion de réunions régulières de suivi de l'accord-cadre.

10.6.4. Audit Qualité

Les audits pouvant être menés sont les suivants :

- audit « système » qui permet de s'assurer de la déclinaison correcte du système de management de la qualité du titulaire sur la réalisation de la prestation commandée par MF ;
- audit « suite à non-conformité » qui permet de s'assurer de la pertinence de la procédure de gestion des anomalies du titulaire, de sa bonne mise en application sur la non-conformité constatée et que les corrections apportées seront efficaces pour assurer la qualité requise au produit à livrer.

Les visites d'audit sont planifiées d'un commun accord, en laissant au titulaire le temps nécessaire pour organiser l'audit.

Un rapport d'audit est rédigé par le responsable d'audit de Météo-France dans un délai d'un mois et est diffusé au titulaire dans les quinze jours. Les écarts ou anomalies constatés pendant l'audit font l'objet de demandes d'actions correctives annexées au rapport d'audit. Le titulaire doit retourner les réponses aux actions demandées, avec leur délai d'application, à l'adresse indiquée ci-après :

Météo-France
DT/DSI/ISI/RS
42 Avenue Coriolis
31057 Toulouse Cedex

Les solutions sont examinées à réception des réponses et à échéance des délais prescrits, vérifiées par enquête ou audit.

Le titulaire doit permettre à Météo-France ou à son représentant le libre accès à la partie de ses locaux où sont réalisées les prestations objets du marché. Il doit autoriser à ces mêmes représentants la consultation de tous documents concernant la définition, la réalisation et le contrôle desdites prestations. Lors de ces audits, Météo-France ou ses représentants ainsi que le titulaire sont tenus de respecter les règles de confidentialité décrites à l'article 12.2 du présent CCAP.

En cas de refus d'audit par le titulaire, ou d'entrave à son déroulement, Météo-France peut décider de résilier le marché pour faute du titulaire, en application de l'article 50 du CCAG/TIC.

10.6.5. Contraintes à respecter à la fin de l'accord-cadre

Le titulaire s'engage à faciliter les opérations occasionnées par le changement éventuel de titulaire survenant lors du renouvellement du présent accord-cadre. Il garantit la réversibilité de son offre et s'engage à désinstaller sans surcoût tout équipement mis en place dans le cadre dudit accord-cadre. Il s'engage à enlever ses équipements dans un délai de deux mois après la date de fin de l'accord-cadre. Au-delà de ce délai, Météo-France les réexpédie aux frais du titulaire.

11. OPÉRATIONS DE VÉRIFICATIONS ET DE RÉCEPTIONS

Les opérations de vérifications dérogent **aux articles 29, 30.1, 31, 32.3, 32.4 33 et 34.1 du CCAG/TIC**.

Il n'y a pas de mise en ordre de marche. Le point de départ du délai pour les opérations de vérifications est la date mise en service, par le titulaire, de la liaison, et le contrôle, si approprié, du fonctionnement du mode de secours.

11.1. Vérification d'aptitude

La vérification d'aptitude (VA) vise à constater le bon fonctionnement de la connexion, que ce soit lors de sa mise en service ou d'une modification de son débit, et sa conformité avec les spécifications de l'accord-cadre.

Le délai imparti à Météo-France pour procéder à cette vérification est d'**une semaine** à compter de la date d'installation de la connexion. Ce délai peut être prorogé au maximum de **quarante-huit (48) heures** supplémentaires par Météo-France en cas de difficulté rencontrée.

- Si la VA est positive, Météo-France procède à la vérification de service régulier.
- Si la VA est négative, le Directeur des Systèmes d'Information de Météo-France ou son représentant prend une décision d'ajournement ou de rejet.

11.2. Vérification de service régulier

Pour chaque bon de commande d'ouverture de liaisons, le représentant de Météo-France procède à une vérification de service régulier (VSR), après mise en service de la liaison.

Cette vérification de service régulier est faite sur chaque site et s'observe sur une durée de **dix (10) jours** calendaires. Elle a pour objet de tester en opérationnel la qualité, la fiabilité et la disponibilité définies précédemment.

11.3. Décision après vérification du service régulier (VSR)

A la fin du délai de chaque vérification de service régulier :

- Si le résultat de la vérification est positif, alors une notification de décision est remise au titulaire. Si dans les **sept (7) jours** calendaires qui suivent la fin de la vérification, le titulaire n'a toujours rien reçu, alors le résultat de la vérification est considéré comme positif et les prestations sont réputées reçues ;
- Si le résultat de la vérification est négatif, alors une décision d'ajournement est transmise dans les **cinq (5) jours** qui suivent. Une vérification de service régulier supplémentaire de deux semaines est effectuée.

Les décisions positives après vérification d'aptitude et vérification de service régulier sont notifiées au titulaire : Météo-France établit un procès-verbal d'aptitude qui constate l'aptitude des prestations (VA) puis prononce l'admission des prestations (VSR).

La réception des prestations ouvre droit au paiement au profit du titulaire de toutes les redevances, abonnements et autres prestations dus au titre des services à compter de la date de mise en service.

La décision de réception est prononcée sans réserve, après constat par Météo-France du respect des délais de livraison et de vérification.

Par dérogation à l'article 34.1 du CCAG/TIC, la réception prend effet à la date à laquelle est prise la décision de réception, et non à la date de notification de cette décision au titulaire.

12. OBLIGATIONS DU TITULAIRE

12.1. Assurance

Le titulaire doit être couvert par un contrat d'assurance en cours de validité garantissant les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile qu'il pourrait encourir en cas de dommages corporels et matériels causés à l'occasion de l'exécution des prestations, objet du marché.

Il s'engage à remettre au correspondant technique de Météo-France, sur simple demande, une attestation de son assureur indiquant la nature, le montant et la durée de la garantie.

Il s'engage à informer expressément le correspondant technique de Météo-France de toute modification ultérieure de son contrat d'assurance.

12.2. Confidentialité et mesures de sécurité

Le titulaire et Météo-France qui, à l'occasion de l'exécution du marché, ont connaissance d'informations ou reçoivent communication de documents ou d'éléments de toute nature, signalés comme présentant un caractère confidentiel et relatifs notamment aux moyens à mettre en œuvre pour son exécution, au fonctionnement des services du titulaire ou de Météo-France, sont tenus de prendre toutes mesures nécessaires, afin d'éviter que ces informations, documents ou éléments ne soient divulgués à un tiers qui n'a pas à en connaître. Une partie ne peut demander la confidentialité d'informations, de documents ou d'éléments qu'elle a elle-même rendus publics.

Les agents, se présentant au nom du titulaire, sont couverts par l'application du secret professionnel.

Le titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité et des mesures de sécurité qui s'imposent à lui pour l'exécution du marché public. Il doit s'assurer du respect de ces obligations par ses sous-traitants.

Le non-respect de ces dispositions est considéré comme une faute de nature à conduire Météo-France à résilier l'accord-cadre aux torts du titulaire aux frais et risques de ce dernier, sans préjudice des réparations éventuelles demandées au titulaire, au sens du code civil.

Le titulaire s'engage à détruire tous les éléments qui lui ont été transmis pour la réalisation de la prestation objet du présent accord-cadre à son issue.

12.3. Accès aux locaux

L'accès du personnel ou sous-traitants du titulaire aux locaux de Météo-France est soumis aux conditions générales imposées aux personnes étrangères à Météo-France.

Le titulaire ou son sous-traitant se rapproche du responsable technique de Météo-France afin que toutes les démarches réglementaires soient effectuées et que les dispositions soient prises pour l'accueil de l'intervenant à l'entrée du site, ainsi que son accompagnement vers les locaux mis à disposition. Ces intervenants doivent impérativement présenter une pièce d'identité valide. Le personnel qui contreviendrait à ces règles n'est pas autorisé à pénétrer sur le site ou dans les locaux, sans que cela suspende les délais d'exécution.

12.4. Information et Conseil

Le titulaire reconnaît être tenu à une obligation générale de conseil notamment d'information et de recommandation auprès de Météo-France.

Le titulaire s'engage à conseiller Météo-France dans le cas où ce dernier émettrait des demandes complémentaires ou nouvelles au cours de l'exécution de l'accord-cadre.

Enfin, le titulaire s'engage à informer Météo-France sans délai de toute nouveauté technologique ou de tout nouveau produit plus adapté, au cours de l'exécution de l'accord-cadre.

12.5. Clause environnementale

Durant l'exécution du marché, les équipements fournis doivent être accompagnés des moyens de preuve relatifs à leur capacité de mise à jour, leur capacité de recyclage, leur efficacité énergétique, leurs composants et leurs émissions. Ces éléments sont fournis sur simple demande par Météo-France durant l'exécution du marché.

Pour les équipements bénéficiant d'un label environnemental, les performances environnementales sont réputées couvertes par le label. Le titulaire est tenu alors de fournir, sur simple demande de Météo-France pendant la durée du marché les certifications associées à ces labels.

Ces moyens de preuve doivent être transparents (délivrés par une autorité indépendante), fiables (mention explicite de l'équipement bénéficiant du label) et non échus (certification en cours de validité).

13. ÉTABLISSEMENT DES PRIX

13.1. Prix de l'accord-cadre

Les prix sont établis dans les conditions économiques correspondant au mois de la date limite de remise des offres : **Septembre 2025**.

Les prix sont exprimés en euros hors taxes et fixés :

- à l'annexe financière 2532F0161, elle est complétée par le titulaire et annexée au présent document ;
- des prestations complémentaires relatives aux liaisons peuvent faire l'objet de marchés subséquents. Ces prestations peuvent, par exemple, concerner la pose de desserte interne ou certaines interventions de maintenance.

Les prix sont réputés comprendre toutes les dépenses résultant de l'exécution des prestations, incluant tous les frais, charges, fournitures, matériels et sujétions du titulaire, y compris les frais de livraison et de déplacement.

Les frais occasionnés par le passage sur le nouveau réseau ne doivent pas être supportés par Météo-France, que ce soit des frais de télécommunications supplémentaires, le temps de la bascule, l'utilisation de matériels supplémentaires (routeurs...) ou autres, pendant la coexistence de l'ancien réseau et du nouveau.

Seul le montant en euros hors taxes est contractuel ; le montant en euros toutes taxes comprises est donné à titre indicatif.

La taxe appliquée pour la détermination du montant T.T.C n'est mentionnée qu'à titre indicatif: en cas de modification de la législation fiscale, il est fait application de la taxe et/ou du taux en vigueur à la date du fait générateur.

Si le titulaire propose de façon exceptionnelle et ponctuelle une prestation à un prix inférieur à celui résultant de l'application des clauses contractuelles, Météo-France doit pouvoir bénéficier de ces nouvelles conditions. Il en est de même pour tout avantage de quelque nature que ce soit que le titulaire décide d'octroyer à Météo-France.

13.2. Révision des prix

Les prix du marché sont établis sur la base des conditions économiques du mois de la date limite de réception des offres ; ce mois est appelé « mois zéro » soit **Septembre 2025**.

Les prix sont révisables annuellement par ajustement à la hausse comme à la baisse en référence au tarif appliqué par l'opérateur à l'ensemble de sa clientèle ou, lorsque ce tarif fait l'objet d'une homologation, par référence au tarif homologué.

En cas d'absence de catalogue de prix, le titulaire détaille impérativement dans sa proposition technique, la méthode de calcul de révision de prix qu'il préconise.

Le titulaire s'engage à transmettre les nouveaux prix de l'annexe financière à Météo-France à l'adresse suivante :

Météo-France
Direction financière
CSP dépenses
42, avenue Gaspard Coriolis
31057 Toulouse Cedex 1
depenses.cspfinances-toulouse@meteo.fr

À défaut de transmission, les prix en cours sont appliqués, sans que le titulaire ne puisse ni refuser de livrer, ni demander une régularisation ou indemnité pour le manque à gagner.

Le titulaire du marché s'engage à faire parvenir au pouvoir adjudicateur, son nouveau tarif (ou barème) avec un préavis d'**un (1) mois avant la date prévue** pour l'application de l'ajustement.

La clause limitative dite « de butoir » s'applique : l'évolution du prix de règlement résultant de l'appréciation de la référence d'ajustement (rabais déduit) est limitée à une augmentation de 3,00 % maximum l'an.

14. PÉNALITÉS

14.1. Modalités d'application des pénalités

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG Techniques de l'Information et de la Communication, les pénalités sont appliquées à partir du premier euro.

Par dérogation à l'article 14.1.2 l'application de pénalités doit être effectuée **automatiquement** par le titulaire sous forme d'une déduction des montants correspondants sur une facture suivante ou sous forme d'avoir, sans que la constitution d'un dossier de pénalité soit nécessaire. Ce montant doit être proposé à Météo-France. Ensuite, la facture ou l'avoir est certifié(e) par Météo-France validant ainsi le montant des pénalités.

Les pénalités sont calculées sur le montant hors taxes des prestations et sont hors champ d'application de la TVA.

En cas d'omission par le titulaire des pénalités qu'il aurait dû s'infliger, le pouvoir adjudicateur établit de plein droit le dossier de pénalité correspondant, selon l'une des formules de calcul ci-dessous.

Au-delà d'une durée d'indisponibilité de huit jours calendaires sur une liaison, Météo-France se réserve la possibilité de résilier l'accord-cadre aux torts du titulaire.

14.2. Pénalité pour retard de la fin de la période de recouvrement

La période de migration prend fin le **30 juin 2026** ou à défaut à la date arrêtée en commun par les parties. En cas de retard du fait du titulaire, ce dernier encourt une pénalité de deux mille sept cent cinquante (2 750) euros par jour de retard et ce, sans mise en demeure préalable.

14.3. Pénalité pour retard de mise en service de la liaison

Par dérogation à l'article 14.1 du CCAG/TIC, dans le cas où les délais de mise en service de la liaison mentionnés à l'article 10.3.1 du présent document seraient dépassés du fait du titulaire, celui-ci encourt, sans mise en demeure préalable, des pénalités calculées selon la formule suivante :

$$P = \frac{M \times R}{15}$$

Dans laquelle :

P = Le montant de la pénalité ;

M = Le montant du loyer mensuel HT de la liaison concernée ;

R = Le nombre de jours de retard, plafonné à 50.

Au-delà du plafond indiqué, Météo-France se réserve la possibilité de résilier l'accord-cadre aux torts du titulaire.

14.4. Pénalités pour retard de modification et suppression de liaison

Par dérogation à l'article 14.1 du CCAG/TIC, dans le cas où les délais de modification de la liaison mentionnés à l'article 10.3.2 du présent document seraient dépassés du fait du titulaire, celui-ci encourt, sans mise en demeure préalable, des pénalités calculées selon la formule suivante :

$$P = \frac{M \times R}{15}$$

Dans laquelle :

P = Le montant de la pénalité

M = Le montant du loyer mensuel HT de la liaison concernée, avant et après la modification ;

R = Le nombre de jours de retard, plafonné à 50.

Au-delà du plafond indiqué, Météo-France se réserve la possibilité de résilier l'accord-cadre aux torts du titulaire.

14.5. Pénalité pour interruption de service ou dégradation de la qualité d'une liaison

Les pénalités pour interruption de service ou dégradation de la qualité d'une liaison sont appliquées selon les termes de l'article 14.2 du CCAG/TIC.

Pour chaque mois d'exploitation et chaque liaison, un taux de disponibilité est calculé, donné par le complément à 1 du rapport à la durée de la période considérée du temps cumulé d'indisponibilité : **interruption complète** de la transmission ou **dégradation** du signal.

$$Td = 1 - \frac{D_{ind}}{D}$$

Ou Td est le taux de disponibilité

Dind est la durée cumulée d'indisponibilité sur un mois

D est la durée optimale du service

Si le taux de disponibilité ainsi obtenu est inférieur au taux de disponibilité défini à l'article 3.3.2. du CCTP n° 2532F0161 alors le titulaire encourt des pénalités.

Le point de départ de la pénalité correspond au signalement par Météo-France d'une interruption de service ou d'une dégradation de la qualité, au titulaire.

Dans le cas où la pénalité est d'un montant équivalent à deux fois la valeur du loyer L (selon calculs définis ci-dessous), Météo-France se réserve la possibilité de résilier l'accord-cadre aux torts du titulaire.

Cas A : Une liaison à deux adductions

$$P = \frac{L \times H}{30 \times 24 \times (1 - T_{cible})}$$

dans laquelle :

P = montant de la pénalité (P est plafonné à deux fois la valeur du loyer L).

L = loyer mensuel HT de la liaison (y compris le coût des éventuelles options de qualité de service) ;

H = durée d'indisponibilité du mois concerné, en heures.

Tcible= taux de disponibilité attendu et défini dans le CCTP

Cas B : Une liaison avec un secours

$$P = \frac{L \times H}{30 \times 24 \times (1 - T_{cible})}$$

dans laquelle :

P = montant de la pénalité (P est plafonné à deux fois la valeur du loyer L).

L = loyer mensuel HT de la liaison (y compris le coût des éventuelles options de qualité de service) ;

H = durée d'indisponibilité du mois concerné, en heures.

Tcible= taux de disponibilité attendu et défini dans le CCTP

Cas C : Une liaison sans secours

$$P = \frac{L \times H}{15}$$

dans laquelle :

P = montant de la pénalité (P est plafonné à deux fois la valeur du loyer L).

L = loyer mensuel HT de la liaison (y compris le coût des éventuelles options de qualité de service) ;

H = durée d'indisponibilité du mois concerné, en heures.

Cas D : Cas de GTR non respectée :

Si H est supérieure ou égale au temps de GTR (Garantie de temps de rétablissement)

$$P = \frac{(H - GTR) \times L}{GTR}$$

Dans la limite de $P = L \times 2$

Dans lesquelles :

L = Le loyer mensuel HT de la liaison ;

H = La durée de non-conformité, depuis la signalisation de l'incident jusqu'au rétablissement du service.

14.6. Pénalité pour interruption totale de service sur un site disposant de deux liaisons

Les pénalités pour interruption de service sur deux liaisons sont appliquées selon les termes de l'article 14.2 du CCAG/TIC.

Cette pénalité couvre le cas où un site disposant de deux liaisons se retrouve isolé du réseau MPLS car les deux liaisons sont interrompues simultanément.

$$P = \frac{L \times M}{6 \times 60}$$

dans laquelle :

P = montant de la pénalité ;

L = loyer mensuel HT pour les liaisons (y compris le coût des éventuelles options de qualité de service) ;

M = durée d'interruption du service en minutes.

Le montant de cette pénalité n'est pas plafonné.

14.7. Pénalité pour retard de production de retour d'expérience (Retex) sur dysfonctionnement

En cas de retard du fait du titulaire, ce dernier encourt une pénalité de cinq cents (500) euros par jour de retard et ce, sans mise en demeure préalable.

15. PAIEMENTS

15.1. Avance

Sauf renoncement du titulaire, le versement de l'avance s'effectue selon les modalités prévues aux articles L. 2191-2, L. 2191-3, R. 2191-3 et R. 2191-5 à 7 du code de la commande publique.

Une avance est accordée pour chaque bon de commande ou marché subséquent d'un montant supérieur à 50 000 € HT et d'une durée d'exécution supérieure à deux mois.

La durée d'exécution est la durée comprise entre la date de notification de la commande et la date contractuellement prévue de réception de la prestation.

Le montant de l'avance est fixé à 5 % du montant TTC du bon de commande ou du marché subséquent si la durée prévue pour l'exécution de celui-ci est inférieure ou égale à douze mois ; si cette durée est supérieure à douze mois, l'avance est égale à 5 % d'une somme égale à douze fois le montant TTC du bon de commande ou du marché subséquent divisé par la durée prévue pour l'exécution de celui-ci exprimée en mois.

Le taux de l'avance est porté à 20 % lorsque le titulaire du marché public ou son sous-traitant admis au paiement direct est une petite et moyenne entreprise mentionnée à l'article R. 2151-13 du code de la commande publique.

Le remboursement de l'avance s'impute sur les sommes dues au titulaire quand le montant des prestations exécutées atteint 65 % du montant toutes taxes comprises du bon de commande ou du marché subséquent.

Le remboursement de l'avance s'impute sur une seule demande de paiement du titulaire. Si, toutefois, le montant de la demande de paiement sur laquelle le remboursement de l'avance est imputé est inférieur au montant de l'avance, le surplus est imputé sur la demande de paiement suivante et ainsi de suite.

15.2. Modalités de paiement

Le paiement des prestations est effectué selon les règles de la comptabilité publique, sur production d'une facture émise par le titulaire.

Les redevances de location de liaison, assimilables à des abonnements, sont payées de façon **bimestrielle** à terme à échoir, en dérogation aux règles de la comptabilité publique.

Le paiement de toutes les autres prestations est effectué à terme échu selon la même périodicité, après certification du service fait sous l'autorité du responsable technique de Météo-France, suivant les règles de la comptabilité publique dans les conditions prévues à l'article 11 du CCAG/TIC.

Météo-France se libère des sommes dues par virement sur le compte des titulaires défini dans l'acte d'engagement.

15.3. Établissement des factures

Les factures sont transmises par voie dématérialisée.

En application des articles L. 2192-1 et suivants du code de la commande publique, le titulaire et ses éventuels sous-traitants admis au paiement direct sont tenus de transmettre les factures sous forme électronique via le portail « Chorus Pro » depuis le lien suivant :

<https://chorus-pro.gouv.fr/cpp/utilisateur?execution=e2s1>

Les modalités d'utilisation du portail « Chorus Pro » sont disponibles à l'adresse :

<https://communaute-chorus-pro.finances.gouv.fr/>

Les factures dématérialisées adressées à Météo-France doivent comporter, outre les mentions prévues à l'article D. 2192-2 du code de la commande publique, les informations suivantes :

- Le numéro de l'accord-cadre : **2532F0161** ;
- Le numéro de SIRET qui identifie Météo-France en tant que destinataire de la facture : **18006 0030 02117** ;
- Le code service de l'entité de Météo-France responsable : **32DSIB**
- Le cas échéant, le numéro d'engagement juridique (EJ) qui est mentionné sur le bon de commande et transmis par Météo-France.

Le service en charge du traitement des factures est :

Météo-France
Direction financière
CSP dépenses

depenses.cspfinances-toulouse@meteo.fr
depenses.cspfinances-st-mande@meteo.fr
depenses.cspfinances-dirs@meteo.fr

Toute facturation qui serait envoyée à Météo-France soit avant l'échéance prévue au marché, soit selon des modalités différentes de celles prévues par le présent marché, soit non conforme au marché (montant, quantité...), est renvoyée systématiquement au titulaire, qui doit la représenter conformément au marché.

15.4. Délai de paiement et intérêts moratoires

Le délai de paiement est de **trente (30) jours** à compter de la date de la réception de la facture par Météo-France. Ce délai peut être modifié en fonction de la législation et de la réglementation applicable à la date du fait générateur.

Lorsque les sommes dues au principal ne sont pas mises en paiement à l'expiration du délai de paiement de trente jours, le créancier a droit, sans qu'il ait à les demander, au versement d'intérêts moratoires et de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

Les intérêts moratoires courent à compter du jour suivant l'échéance prévue au contrat ou à l'expiration du délai de paiement jusqu'à la date de mise en paiement du principal incluse.

Les intérêts moratoires appliqués aux acomptes ou au solde sont calculés sur le montant total de l'acompte ou du solde toutes taxes comprises, diminué de la retenue de garantie, et après application des clauses d'actualisation, de révision et de pénalisation.

Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement est fixé à 40 €.

16. CESSION OU NANTISSEMENT DES CRÉANCES

Le marché peut être nanti ou cédé dans les conditions définies par les articles L. 2191-8 et R. 2191-45 à R. 2191-63 du code de la commande publique.

Conformément aux articles L. 313-23 à L. 313-34 du code monétaire et financier, la créance cédée ou nantie doit être notifiée au comptable public assignataire des paiements, et l'exemplaire unique du marché doit être remis entre ses mains.

17. PROTECTION DES DONNÉES PERSONNELLES

Pour l'exécution du présent marché public le titulaire et ses éventuels sous-traitants sont tenus au respect de la réglementation en vigueur applicable au traitement de données à caractère personnel, qui comprend en particulier le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016, relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données (ou « règlement européen sur la protection des données »), et la loi informatique et libertés n° 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée.

17.1. Champ d'application

Le titulaire est autorisé à traiter, pour le compte de Météo-France, qui constitue le responsable du traitement, les données à caractère personnel ci-après définies nécessaires à la réalisation des prestations prévues par le présent marché pendant la durée d'exécution de celui-ci.

L'objectif du marché est de **confier à un opérateur la fourniture de liaisons permanentes entre différents sites de Météo-France : Métropole et DROMs portant sur l'échange de données, de voix ou de vidéo, avec les classes de services ad hoc pour ces derniers.**

La finalité du traitement de données personnelles est **la gestion commerciale et technique du contrat, surveillance du fonctionnement du réseau.**

La base légale du traitement est **la relation contractuelle.**

Les données manipulées sont **des données de connexion et des données de navigation (internet).**

Les catégories de personnes concernées sont **les listes des contacts des personnels référents pour la mise en place et le suivi de l'exécution** (état civil, nom prénom, localisation, statut professionnel, adresse mail...).

Dans le cas où les données personnelles sont transférées dans un pays hors de l'Union européenne, le titulaire a indiqué dans son offre technique les pays concernés. Météo-France, en tant que responsable du traitement, se réserve le droit d'autoriser ou d'interdire ces transferts.

17.2. Durée de conservation des données

La durée de conservation des données collectées par le titulaire est limitée à la durée du marché.

Le titulaire s'engage, au terme du marché, à détruire toutes les données à caractère personnel. Une fois détruites, le titulaire doit justifier par écrit de cette destruction.

17.3. Obligations du titulaire

Le titulaire s'engage à :

- Traiter les données uniquement pour les seules finalités prévues par le présent marché.
- Traiter les données conformément aux instructions de Météo-France. Si le titulaire considère qu'une instruction constitue une violation du règlement européen sur la protection des données ou de toute autre disposition du droit de l'Union ou du droit français relative à la protection des données, il en informe immédiatement Météo-France. En outre, si le titulaire est tenu de procéder à un transfert de données vers un pays tiers ou à une organisation internationale, en vertu du droit de l'Union ou du droit de l'État membre auquel il est soumis, il doit informer Météo-France de cette obligation juridique avant le traitement, sauf si le droit concerné interdit une telle information pour des motifs importants d'intérêt public.
- Garantir la confidentialité des données à caractère personnel traitées dans le cadre du présent marché.
- Ce que seuls ses personnels en charge de l'exécution du marché n'aient accès aux données à caractère personnel traitées. Il veille à ce que ces personnels :
 - s'engagent à respecter la confidentialité ou soient soumises à une obligation légale appropriée de confidentialité ;
 - reçoivent la formation nécessaire en matière de protection des données à caractère personnel.
- Prendre en compte, s'agissant de ses outils, produits, applications ou services, les principes de protection.

17.4. Mesures de sécurité

Le titulaire s'engage à prendre toutes les mesures techniques et organisationnelles permettant la sécurisation des données et des traitements.

Il s'engage à ce titre à se conformer aux mesures de sécurité des données et des traitements, notamment techniques et organisationnelles, qu'il a définies dans son mémoire technique.

17.5. Sous-traitance

En cas de sous-traitance, le titulaire doit recueillir l'autorisation écrite, préalable et spécifique de Météo-France.

Le sous-traitant est tenu de respecter les obligations du présent marché. Il agit pour le compte et selon les instructions de Météo-France. En particulier, n'ont accès aux données à caractère personnel traitées dans le cadre du présent marché que les personnels du sous-traitant en charge de son exécution.

Il appartient au titulaire de s'assurer que le sous-traitant présente les garanties suffisantes quant à la mise en œuvre de mesures techniques et organisationnelles appropriées de manière à ce que le traitement réponde aux exigences du règlement européen sur la protection des données. Si le sous-traitant ne remplit pas ses obligations en matière de protection des données, le titulaire demeure pleinement responsable devant Météo-France de l'exécution par le sous-traitant de ses obligations.

17.6. Droit d'information des personnes concernées

Il appartient à Météo-France de fournir l'information aux personnes concernées par les opérations de traitement au moment de la collecte des données.

Dans la mesure du possible, le titulaire doit aider Météo-France à s'acquitter de son obligation de donner suite aux demandes d'exercice des droits des personnes concernées : droit d'accès, de rectification, d'effacement et d'opposition, droit à la limitation du traitement, droit à la portabilité des données, droit de ne pas faire l'objet d'une décision individuelle automatisée (y compris le profilage).

Lorsque les personnes concernées exercent auprès du titulaire des demandes d'exercice de leurs droits, celui-ci doit adresser ces demandes dès réception par courrier électronique aux responsables du marché désignés conformément à l'article 6 du présent document.

17.7. Notification des violations de données à caractère personnel

Le titulaire notifie sans délai à Météo-France toute violation des conditions des traitements des données à caractère personnel. Cette notification est accompagnée de toute documentation utile afin de permettre à Météo-France, si nécessaire, de notifier cette violation à l'autorité de contrôle compétente.

17.8. Assistance

Le titulaire assiste Météo-France, en cas de besoin, pour les éventuelles études d'impact ou réponses à sollicitations concernant les données personnelles traitées dans le cadre du marché.

17.9. Registre des catégories d'activités de traitement

Le titulaire s'engage à tenir par écrit un registre de toutes les catégories d'activités de traitement effectuées pour le compte de Météo-France comprenant :

- le nom et les coordonnées des responsables du marché désignés conformément à l'article 6 du cahier des clauses administratives particulières, des éventuels sous-traitants et, le cas échéant, du délégué à la protection des données ;
- les catégories de traitements effectués ;
- le cas échéant, les transferts de données à caractère personnel vers un pays tiers ou à une organisation internationale, y compris l'identification de ce pays tiers ou de cette organisation internationale et, dans le cas des transferts visés à l'article 49, paragraphe 1, deuxième alinéa du règlement européen sur la protection des données, les documents attestant de l'existence de garanties appropriées ;
- dans la mesure du possible, une description générale des mesures de sécurité techniques et organisationnelles mises en œuvre.

17.10. Documentation

Le titulaire met à la disposition de Météo-France la documentation nécessaire pour démontrer le respect de toutes ses obligations et pour permettre la réalisation d'audits, y compris des inspections, par Météo-France ou un autre auditeur qu'il a mandaté, et contribuer à ces audits .

18. PIÈCES ET ATTESTATIONS À FOURNIR

18.1. Dispositif de vigilance (article D. 8222-5 du code du travail)

Le titulaire s'engage à fournir tous les six mois à compter de la notification du marché public et jusqu'à la fin de l'exécution de celui-ci, les pièces et attestations sur l'honneur prévues aux articles D. 8222-5 ou D. 8222-7 et D. 8222-8 du code du travail.

Les pièces et attestations mentionnées ci-dessus sont déposées par le titulaire sur la plate-forme en ligne mise à disposition, gratuitement, par Météo-France, à l'adresse suivante :

<https://www.e-attestations.com>

Dans l'hypothèse où le titulaire ne produit pas les pièces prévues aux articles D. 8222-5 ou D. 8222-7 ou aux articles D. 8254-2 à D. 8254-5 du code du travail, conformément à l'article R. 2143-8 du code de la commande publique, Météo-France peut, après mise en demeure restée infructueuse à l'issue d'un délai de 15 jours, résilier le marché public, sans que le titulaire puisse prétendre à indemnité et, le cas échéant, faire exécuter les prestations à ses frais et risques.

18.2. Dispositif d'alerte (article L. 8222-6 du code du travail)

Dans le cadre du dispositif d'alerte prévu à l'article L. 8222-6 du code du travail, si le titulaire ne s'acquitte pas des formalités mentionnées aux articles L. 8221-3 et L. 8221-5 du code du travail, Météo-France enjoint au titulaire de faire cesser la situation délictuelle.

Le titulaire a deux mois à compter de sa mise en demeure pour apporter à Météo-France la preuve de la fin de la situation délictuelle. A défaut, à l'issue de ces deux mois, Météo-France peut résilier le marché public sans indemnité, aux frais et risques du titulaire.

Météo-France informe l'agent auteur du signalement des suites données par le titulaire à son injonction.

18.3. Liste nominative du personnel étranger

Conformément à l'article D. 8254-2 du code du travail, le titulaire s'engage à remettre à Météo-France, avant tout début d'exécution, la liste nominative des salariés étrangers soumis à l'autorisation de travail prévue à l'article L. 5221-2 et affectés à la réalisation des prestations objet du marché public.

Cette liste, établie à partir du registre du personnel, précise pour chaque salarié :

- sa date d'embauche ;
- sa nationalité ;
- le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.

La communication de cette liste doit être réalisée tous les six mois, et ce jusqu'à la fin de l'exécution du marché public. Cette liste doit être déposée par le titulaire sur la plate-forme en ligne mise à disposition, gratuitement, par Météo-France, à l'adresse suivante :

<https://www.e-attestations.com>

Si le titulaire n'emploie pas de salarié étranger, il doit néanmoins en faire la déclaration.

18.4. Obligations en matière de détachement des travailleurs

Tout titulaire établi hors de France qui détache temporairement des salariés sur le territoire national est soumis à des obligations spécifiques fixées par les articles L. 1261-1 à L. 1265-1 et R. 1261-1 à D. 1265-1 code du travail.

Par suite, et conformément à l'article R. 1263-12 du code du travail, le titulaire adresse à Météo-France, le cas échéant, avant le début de chaque détachement d'un ou de plusieurs salariés, les deux documents suivants :

- L'accusé de réception de la déclaration de détachement effectuée sur le télé-service « SIPSI » du ministère chargé du travail, conformément aux articles R. 1263-5 et R. 1263-7 du code du travail ;
- Une attestation sur l'honneur certifiant qu'il s'est, le cas échéant, acquitté du paiement des sommes dues au titre des amendes prévues aux articles L. 1263-6, L. 1264-1, L. 1264-2 et L. 8115-1 du code du travail. Cette attestation comporte les nom, prénom, raison sociale du cocontractant et la signature de son représentant légal

En application de l'article L. 1262-4-1 du code du travail, Météo-France vérifie que le titulaire qui détache des salariés a bien adressé une déclaration, préalablement au détachement, à l'inspection du travail et désigné un représentant sur le territoire national.

19. RÉSILIATION

Le marché public est résiliable par le représentant du pouvoir adjudicateur dans les conditions prévues au **chapitre 8** du cahier des clauses administratives générales applicable.

Sans préjudices des stipulations des articles 47 et suivants du CCAG/TIC, et conformément aux articles L. 2195-3 et L. 2195-4 du code de la commande publique, le marché public est résilié aux torts exclusifs du titulaire lorsque les documents ou renseignements mentionnés aux articles R. 2143-3 et R. 2143-6 à R. 2143-10 du code de la commande publique sont inexacts, ou lorsque le titulaire refuse de produire, en cours d'exécution, les pièces prévues aux articles D. 8222-5 ou D. 8222-7 ou D. 8254-2 à D. 8254-5 ou R. 1263-12 du code du travail, conformément à l'article 18.1 du présent document. La résiliation du marché public est alors prononcée par Météo-France, sans que le titulaire puisse prétendre à indemnité. Météo-France peut en outre se prévaloir des stipulations de l'article 54 du CCAG/TIC .

En outre, en cas de mauvaise exécution des prestations prévues au marché public ou de manquement grave dans les prestations, Météo-France pourra, après mise en demeure, prononcer la résiliation du présent marché sans avoir à verser d'indemnité. Météo-France s'acquitte alors du montant des prestations réellement exécutées.

En cas de résiliation du marché public, quelle qu'en soit la cause, un décompte de résiliation est effectué conformément à l'article 52 du CCAG/TIC.

Conformément à l'article 54 du CCAG/TIC, Météo-France se réserve le droit de faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations prévues par le marché aux frais et risques du titulaire.

20. LITIGES ET ATTRIBUTION DE JURIDICTION

En cas de litige survenant dans l'exécution du présent marché public qui n'aurait pas pu être réglé dans le cadre des stipulations du chapitre 9 du CCAG/TIC, les deux parties entendent le soumettre au Tribunal administratif de Melun – 43, rue du Général de Gaulle, 77000 Melun.

La loi française est seule applicable. Les correspondances relatives au marché public sont rédigées en français.

21. DÉROGATIONS

Le présent marché déroge aux articles suivants du cahier des clauses administratives générales applicable aux marchés publics de techniques de l'information et de la communication (CCAG/TIC) :

Article du CCAP	Libellé de l'article	Article du CCAG-TIC
6	Responsables désignés pour l'exécution des prestations	50.1
9	Modalités d'exécution	3.7
10.6.4	Audit qualité	50
11	Opérations de vérifications et de réception	29, 30.1, 31, 32.3, 32.4, 33 et 34.1
14	Pénalités	14.1.2 et 14.1.3

22. SIGNATURES

Après avoir pris connaissance du présent document valant acte d'engagement et cahier des clauses administratives particulières et des documents qui y sont mentionnés,

Je m'engage, conformément aux clauses et conditions des documents visés à l'article 5, à exécuter les prestations demandées aux prix mentionnés dans le tableau des prix.

<p>A....., le.....</p> <p><i>Le titulaire :</i></p> <p><i>(Nom, prénom, qualité du signataire, cachet de l'entreprise)</i></p>	<p>Pour l'État et ses établissements :</p> <p>A....., le.....</p> <p><i>Visa ou avis de l'autorité chargée du contrôle financier</i></p>
--	---

A....., le.....

Le représentant du pouvoir adjudicateur :